

**QUELLES POLITIQUES AGRICOLES POUR QUELS ÉQUILIBRES MONDIAUX ?**  
Enjeux économiques, sociaux et gouvernance pour 2030  
**Compte-rendu**

Mardi 16 février 2010

*Débats animés par David Barroux, Rédacteur en chef, Philippe Escande éditorialiste  
et Marie-Josée Cougard, journaliste, Les Echos*

- Mot d'accueil : Jacques Dermagne**, Président du Conseil économique social et environnemental **p 2**
- Introduction : Henri Nallet**, ancien Ministre de l'Agriculture **p 4**
- Comment satisfaire les besoins des sociétés de demain ?** **p 7**
- Modes de consommation alimentaire
  - Démographie, pouvoir d'achat, santé, énergie
  - Structuration des zones de production
  - Equilibres et échanges mondiaux
- Dominique Wolton**, Sociologue, Directeur de recherche à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS  
**Jean-François Gleizes**, Agriculteur, Président de Passion Céréales,  
**James Tefft**, économiste, FAO
- Grand témoin : **André Comte-Sponville**, Philosophe humaniste et enseignant
- Faut-il réguler les marchés des matières premières ?** **p 13**
- Volatilité des prix agricoles
  - Financiarisation et régulation des marchés
  - Coûts de production et harmonisation des législations
  - Rôle des taux de changes
- Carmen Cahill**, Conseillère principale, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE  
**Jean-Hervé Lorenzi**, Economiste, Président du Cercle des économistes  
**Fabien Bova**, Directeur général de FranceAgriMer  
**Marc Touati**, journaliste et économiste, Directeur général délégué de Global equities  
**Francis Declerck**, Professeur Essec co-titulaire de la Chaire européenne « Filière d'excellence alimentaire »
- Quelles ambitions européennes pour quelle gouvernance mondiale ?** **p 17**
- Place du modèle européen dans le contexte mondial
  - Objectifs de ce modèle; arme alimentaire, sécurité alimentaire, autonomie énergétique, biens publics.
  - Rôle de la recherche européenne
  - Enjeux prioritaires de la future Politique Agricole Commune
- Henri de Benoist**, Président de la section des Questions économiques générales et de la conjoncture au Conseil économique, social et environnemental  
**Christophe Terrain**, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Maïs,  
**Dominique Reynié**, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, Professeur des universités à Sciences Po  
**François Rachline**, Directeur de l'Institut Montaigne, Professeur d'économie à Sciences-Po
- Grand témoin : **Thierry de Montbrial**, Directeur général de l'IFRI, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques)
- Conclusion : Philippe Pinta**, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Blé, **p 21**

Pour tous renseignements complémentaires : [clefevere@lesechos.fr](mailto:clefevere@lesechos.fr)  
Rédaction du compte-rendu : [colombie.philippe@wanadoo.fr](mailto:colombie.philippe@wanadoo.fr)

## Mot d'accueil

---

**Jacques Dermagne**, Président du Conseil économique social et environnemental



Bienvenue à toutes et à tous au Conseil économique social et environnemental de France !

*Quelles politiques agricoles pour quels équilibres mondiaux ?* Cette conférence prend tout son sens au regard des immenses défis que nous devons relever dès aujourd'hui.

Le défi alimentaire est le premier élément de toute politique économique, sociale et environnementale. Notre monde globalisé, qui s'est nourri bien souvent des rêves les plus fous (technologiques, financiers...), tend un peu trop facilement à oublier l'agriculture et l'alimentation.

Le résultat, nous le connaissons ! Des pans entiers de l'humanité sont tenus à l'écart...

En avril 2008, ont éclaté les émeutes de la faim qui ont secoué l'Égypte, le Maroc, l'Indonésie, les Philippines, Haïti, le Nigeria, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso... Soudain, le monde découvre que sur 52 pays africains, 37 sont essentiellement agricoles avec des conditions de travail très difficiles, et l'absence d'espoir d'arriver à nourrir les familles, d'acquiescer un revenu décent.

Tout l'ouest de la Chine n'échappe pas non plus à ce défi alimentaire.

Dès lors, une question se pose en clair après avoir été trop longtemps oubliée : qui va nourrir le monde ? Le mirage des marchés et les guerres concurrentielles ont entraîné un exode rural massif depuis 30 ans. La faim et la malnutrition concernent aujourd'hui près d'un milliard d'hommes et de femmes dans le monde. Cela constitue une menace pour beaucoup d'autres, y compris (et c'est plus récent) dans certains pays industrialisés.

Un intérêt insuffisant pendant les dernières décennies pour la production agricole comme levier du développement est au moins en partie responsable de cette immense déconvenue.

L'agriculture s'est trouvée comme ringardisée au regard des économistes et des experts du développement. Depuis les crises alimentaires et financières de 2008, nous sommes en train de revenir sur ces certitudes d'un XXe siècle qui a un peu trop souvent oublié l'Homme et singulièrement l'Homme de la Terre. Témoin de cet oubli, le paradoxe suivant : dans les dernières décennies, la production agricole a augmenté plus vite que la population, sans pour autant faire reculer la faim.

La faim reste, en ce début de XXIe siècle, la principale cause de mortalité sur la planète. Et 70 % de ceux qui en souffrent sont des paysans.

C'est bien pourquoi est un événement majeur l'élection à la Présidence du Conseil de la FAO de notre collègue Luc Guyot, vice-président du Conseil économique social et environnemental.

Pensez donc ! Un paysan, un vice-président de la société civile, un Français...

Autant de symboles forts qui n'ont pas échappé, je vous le certifie, aux observateurs internationaux attentifs à ces graves problèmes.

Les puissances émergentes en voie d'enrichissement rapide comme la Chine, le Brésil, l'Inde, n'en ont pas fini avec cette calamité incroyable d'un monde paysan qui est le premier à se retrouver en pénurie alimentaire. Ces pays restent confrontés à des difficultés d'approvisionnement pour leur population et à la permanence de zones de grande pauvreté avec les risques de déséquilibre social et géographique que cela comporte.

Les notions de sécurité et de souveraineté alimentaires redeviennent à nouveau prioritaires partout sur la planète, invitant les Etats à s'organiser, à coopérer dans le cadre de regroupements économiques régionaux et à réinvestir dans la production agricole et alimentaire.

Créer une agriculture puissante dans un grand marché régional pour le plus grand bénéfice des consommateurs et dans le respect des intérêts des producteurs, c'est ce que l'Europe était parvenue à faire.

Les Européens auraient donc grand tort de vouloir, d'une façon ou d'une autre, la liquider, même si ses objectifs et ses procédures doivent évidemment rester en constante adaptation en fonction de l'évolution des besoins, des habitudes, des consommations et de nos rapports avec le reste du monde.

Pour les pays en voie de développement ou émergents, la coopération européenne et internationale, la mobilisation autour d'institutions mondiales (comme la FAO ou le Programme Alimentaire Mondial) doivent bien sûr susciter et soutenir les initiatives en faveur d'une réelle revitalisation agricole.

Cette attention nécessaire portée à l'agriculture ne doit cependant pas s'opérer dans n'importe quelles conditions ! Le regain d'intérêt pour le développement rural indispensable ne saurait déboucher sur des démarches technocratiques ou autoritaires dont on connaît les échecs passés.

Il faut aussi réintégrer, et urgemment, la contrainte de fragilité venue de la limitation de la ressource qu'il s'agisse des sols, de l'eau, etc.

Produire plus, mieux, partout et dans le respect de l'environnement et du devenir de la planète !

Ce défi est sans précédent pour l'ensemble des gouvernants.

Et il apparaît, cher Président de Benoist, que cette conférence qui nous réunit aujourd'hui se déroule sous le sceau d'une triple prise de conscience :

- celle de notre devoir de continuer à produire pour nourrir l'humanité,
- celle de notre entrée dans une ère de rareté écologique,
- celle du devoir de solidarité qui lie désormais les hommes entre eux et ce, à l'échelle du monde.

Dans le contexte du tsunami financier, économique, social que nous traversons (et nous sommes loin d'en être sortis), l'enjeu est d'importance ! Non seulement pour répondre au défi alimentaire mondial, mais aussi pour une société plus humaine.

Je tiens à préciser immédiatement que si notre réponse se limite à l'aide, elle n'est pas suffisante.

Il faut aller plus loin, afin que soit mises en œuvre des solutions durables, comme l'agriculture vivrière et des politiques concertées de mutualisation et de protection dans les zones géographiques spécifiques, à l'instar de ce qu'à fait l'Europe avec la PAC.

Il convient aussi de définir une vraie politique agricole mondiale dont l'un des objectifs serait, en leur permettant de tirer un revenu décent de leur travail, de maintenir un nombre suffisant de paysans pour nourrir 9 milliards d'hommes et de femmes sur cette Terre à l'horizon 2050.

La crise profonde que nous traversons (et qui va durer) nous oblige à construire le XXIe siècle sur des bases nouvelles, celles des droits et des devoirs partagés, des décisions prises en partenariat, d'un volontarisme politique qui se nourrit aussi de la mobilisation des sociétés civiles partout dans le monde.

Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, tout doit tendre vers une réelle gouvernance mondiale.

Avec la chute du Mur de Berlin en 1989, nous sommes entrés dans un monde nouveau et nous ne mesurons pas toutes les transformations que nous allons rencontrer : économiques, sociales, environnementales et agricoles tout autant. 20 ans après, la crise financière de 2008 nous fait entrer définitivement dans ce XXIe siècle.

Nous appartenons ainsi, tous ensemble, à une histoire qui est train de s'écrire et de se faire sous nos yeux et qui demande des réponses nouvelles de solidarité renouant avec l'éthique.

Les mois qui sont devant nous, avec l'hypothèse d'une sortie de crise, constituent une période de transition au terme de laquelle l'humanité réussira ou échouera dans cette entrée dans le monde du futur.

Dans le domaine des politiques agricoles, les Etats, les organisations professionnelles, les syndicats, les sociétés civiles doivent davantage coopérer en exploitant au mieux les potentialités des institutions internationales existantes comme le FMI, la FAO, l'OMC et bien d'autres.

Il faut leur donner les pouvoirs nécessaires pour réguler les marchés et combattre efficacement les détresses alimentaires du monde.

La sécurité alimentaire est un bien public ; c'est un bien public mondial ; c'est aussi l'un des défis majeurs de notre temps... Et le temps nous est compté !



### Henri Nallet, ancien Ministre de l'Agriculture



**Philippe Escande, éditorialiste, Les Echos :** Nous accueillons Henri Nallet qui est, depuis toujours, un grand spécialiste de l'agriculture.

Henri Nallet, vous avez commencé votre carrière à la FNSEA, puis à l'INRA avant d'embrasser la politique. Vous avez été deux fois Ministre de l'Agriculture, notamment sous Michel Rocard, mais aussi député de l'Yonne, maire de Tonnerre, Garde des Sceaux et même Expert auprès de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. Aujourd'hui, vous êtes vice-président de la Fondation Jean Jaurès. Pour vous, l'agriculture est-elle encore un sujet central de la réflexion et de l'action politique ?

**Henri Nallet, ancien Ministre de l'Agriculture :** Comme le disait à l'instant le Président Dermagne dont j'ai apprécié les propos, l'agriculture est redevenue une question importante dans l'agenda politique.

Elle en avait disparu et on n'en parlait plus... Et puis, elle est réapparue en 2007/2008 au premier plan des préoccupations. Je me rappelle qu'en 2008, lors du Forum de Davos, la question de la crise alimentaire a été inscrite dans les priorités.

Et, en même temps, j'ai le sentiment que la gravité de cette crise n'est peut-être pas prise en compte complètement par les responsables politiques... De fait, on a du mal à les y intéresser !

Bien sûr, il faut toujours s'adresser un jour ou l'autre aux agriculteurs...

Mais, dans les débats, dans les réflexions des partis, dans leurs programmes, je trouve que l'agriculture reste encore bien absente.

Ce qui va certainement la remettre au premier plan, c'est tout simplement le calendrier communautaire... Ce calendrier est une contrainte formidable : dans les 6 à 8 mois, la Commission européenne fera des propositions et il faudra non seulement en discuter, mais aussi commencer à prendre position par rapport à la négociation.

Donc, ne nous inquiétons pas ! Le sujet revient au triple galop...

Dans cet esprit, je crois qu'il est utile de rappeler l'acquis de la PAC. De 1981 à 1992, j'ai été soit près du réacteur, soit aux commandes du réacteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je voudrais dire que je fais partie, bien qu'appartenant à la famille social-démocrate, de ceux qui ont libéralisé la politique agricole commune. Et j'y suis allé de bon cœur ! Les quotas laitiers : j'y suis pour quelque chose... La baisse des prix des céréales : j'y suis pour beaucoup et j'aurais même préféré aller plus loin... Pourquoi ? Parce que nous n'avions pas vraiment d'autres choix.

Nous étions, la plupart d'entre nous, hauts fonctionnaires et responsables politiques d'inspiration keynésienne ; nous avons été balayés par la vague libérale dans les années 80.

Pour les libéraux, le marché est le meilleur régulateur car il met en concurrence, il fait baisser les prix, il pousse donc à l'accroissement de la productivité, il élimine les moins bons des producteurs et il satisfait les consommateurs.

CQFD : c'est formidable ; il ne faut toucher à rien et ce sera « profitable » à tout le monde !

De mauvaise grâce, nous y sommes donc allés au nom du fameux principe thatchérien : « il n'y a pas d'alternative ». Et nous sommes progressivement devenus les auxiliaires timides du marché sous les applaudissements des opérateurs, des financiers et des médias.

Le résultat, je le trouve assez décevant car il n'y a pas eu de régulation par les marchés et j'attends que l'on me démontre le contraire... 2007/2008 est la meilleure preuve par les faits que les marchés agricoles ne sont pas efficaces puisqu'ils ne régulent pas : les prix ont triplé en quelques mois !

De plus, la crise alimentaire a été provoquée par l'absence de possibilité de se nourrir pour les habitants pauvres de certains pays, d'où les révoltes :

- d'une part, parce que la production autochtone avait été liquidée par la concurrence.
- d'autre part, car ils ne pouvaient pas acheter des produits alimentaires trop chers pour eux.

Enfin, la concurrence a provoqué, certes, un accroissement de la productivité par augmentation des intrants mis dans la production, mais avec une conséquence évidente sur l'environnement.

Plus vous mettez d'engrais, plus vous abîmez ! Plus vous mettez de pesticides et de fongicides pour maîtriser la production, plus vous polluez !

Le résultat est la dégradation actuelle de la situation des paysans européens dont nous avons peu parlé dans cette période. On a parlé du marché, des prix, du démantèlement de la PAC, mais pas tellement des paysans...

Aujourd'hui, les paysans reviennent sur le devant de la scène car ils sont en grande difficulté.

Ce qui est très important à noter, c'est que ceux qui sont aujourd'hui le plus en difficulté sont souvent ceux qui ont pratiqué l'agriculture la plus intensive, ceux qui ont le mieux travaillé, ceux qui ont acheté des machines, ceux qui utilisent des intrants et qui ne peuvent plus suivre.

Il y a donc là, pour moi, un sujet de réflexion : celui du cercle vicieux des marchés agricoles où tout est lié.

On ne va pas pouvoir partager les problèmes avec d'un côté la production, de l'autre l'alimentaire...

Non ! Tout cela est lié et c'est le résultat d'une politique humaine, ce n'est pas la nature...

Comme suite à ce bref bilan, je ne saurais trop attirer votre attention sur la future échéance en 2013 qu'il ne faudrait pas rater.

**Philippe Escande** : Justement, à propos de cette échéance, est-ce que votre courageuse autocritique vous laisse sans espoir pour l'avenir ?

**Henri Nallet** : Pas du tout, bien au contraire ! J'ai beaucoup d'espoir pour que 2013 soit un moment positif, intéressant... Cela ne sera sans doute pas la révolution, mais on devra au moins prendre conscience de la situation de l'agriculture européenne pour réfléchir à son avenir.

Il me semble qu'aujourd'hui se dégage, chez les responsables politiques en Europe, une sorte de consensus autour de ce que devrait être l'agriculture européenne de demain, en tirant les leçons de ce qui vient de se passer.

1. Cette agriculture européenne devrait, d'abord, respecter davantage l'environnement ; ce sera le grand sujet et tout le monde va en parler. Nous sommes dans une grande phase de « verdissement » de tous nos débats. Il ne faut quand même pas oublier que, par rapport aux pollutions en général, l'agriculture n'a pas la responsabilité qu'on lui donne dans la plupart des discours politiques.

C'est très facile de dire que les agriculteurs ont pollué les rivières, mais qu'en est-il des pollutions industrielles ? Je suis bien placé pour en connaître quelques-unes dans la région normande...

Cela dit, notre agriculture doit être plus « accompagnatrice » de l'environnement.

2. Il faut aussi une agriculture qui garantisse la qualité de ses produits car, dans nos sociétés, nous avons établi une relation, pas toujours objective, entre la qualité des éléments et la santé.

3. Il faut également développer la production car, dans quelques années, 9 milliards d'habitants seront à nourrir.

4. Il faut assurer « peut-être » en plus, notre sécurité alimentaire. Si je dis « peut-être », c'est que ce thème de la sécurité alimentaire n'est pas partagé par tous les Européens. Certains pensent que l'Europe doit assurer l'essentiel de sa sécurité alimentaire. D'autres (les Britanniques et les Nordiques), au contraire, pensent que ce protectionnisme (français) est ridicule et qu'il faut faire confiance aux marchés qui y pourvoient.

En tout cas, il y a, semble-t-il, un consensus sur environnement, qualité et production croissante.

5. Je crois qu'une identité de vues existe également sur le fait que la nouvelle agriculture à mettre sur pied doit se bâtir dans une Europe qui reste ouverte sur le reste du monde. C'est-à-dire une agriculture de marché où les prix sont les messagers fidèles des rapports entre producteurs et consommateurs.

C'est cela que l'on attend ! Et cela élimine ce que j'appelle « les fantaisies protectionnistes » de certains néo-rousseauistes au naturalisme un peu imaginaire...

La généralisation de l'agriculture bio pour nourrir les Européens : je n'y crois pas !

6. L'Europe regroupe 27 pays ; peut-on avoir une agriculture qui soit partout et, en même temps, productive et écologique ? Pour ma part, je pense que les experts compétents pour répondre à cette question ne sont surtout pas les économistes ! Ce sont les agronomes ! Mais, depuis 20 ans, les agronomes n'ont plus voix au chapitre. On ne les entend plus ; ils sont cachés dans leurs laboratoires et ils ne bougent surtout pas. Seuls parlent les économistes !

Heureusement, les agronomes commencent à se réveiller et ils disent : oui, c'est possible d'avoir une agriculture qui soit productive et écologique ! Ils énoncent même que l'on peut inventer un nouveau modèle.

7. *Passion Céréales* qui nous accueille aujourd'hui pense aussi qu'il peut y avoir un modèle d'agriculture européenne plus performante et plus respectueuse de l'environnement, mais cela ne peut se faire qu'à certaines conditions.

- D'abord, il faut des instruments à cette nouvelle politique agricole. Il faut remettre la production au centre de notre débat sur l'agriculture. Ce n'est pas la peine de chercher des échappatoires : il faut revenir à la production agricole si l'on veut une agriculture qui ait des résultats plus convenables et plus satisfaisants pour la société.
- Cela demande de relancer la recherche et le « développement agricole », c'est-à-dire la mise à disposition des producteurs des résultats de la R&D. J'ai cru comprendre que cela n'existe plus chez nous et que nous perdons du terrain sur nos voisins (Allemagne...).
- Ensuite, si l'on veut piloter une nouvelle agriculture, il faut des incitations et non des réglementations. Vous savez que toutes les réglementations administrées aux producteurs agricoles européens sont inimaginables, ridicules, bureaucratiques... Elles ne correspondent à rien et elles sont d'une facilité déconcertante à contourner !
- Revenons aux incitations car cela fonctionne (cf. le pois fourrager) !
  - Enfin, et c'est le plus difficile pour les Européens, il faut trouver des systèmes acceptables de stabilisation des prix par régulation et encadrement des marchés. Sans un minimum de stabilisation, nous n'aurons pas de modernisation. Pourquoi l'agriculture française et européenne s'est-elle modernisée dans les années 50/60 ? C'est parce que les agriculteurs pouvaient faire des calculs économiques au vu de prix stables. Si un certain nombre de pays africains ne peuvent pas développer leur agriculture, c'est parce qu'il n'y a pas de ressources budgétaires pour assurer la stabilisation des prix.

Toutes ces conditions devront être réunies ; à défaut, le risque est grand d'aboutir à une agriculture duale, avec :

- une part laissée aux marchés ;
- une part biologique « petites fleurs et petits oiseaux » pour les urbains un peu bobos.

Le risque de cette agriculture duale est vraiment réel ! Et il occulterait par conséquent le problème de l'agriculture mondiale.

Cela veut dire que si nous continuons à encourager l'intensification des grandes exploitations et la baisse des prix qui s'ensuit, nous contribuerons à l'accroissement des inégalités au niveau de la planète, avec tous les risques d'explosion que cela comporte.

À la fin des années 70, les Etats-Unis étaient déjà capables de livrer à Rotterdam des céréales à 50 \$ la tonne. Comment voulez-vous que le paysan malien tienne le coup ?

Vous voyez bien que notre débat ne peut pas se cantonner au seul cadre européen.

Il faut l'élargir à l'échelle du monde, après avoir commencé à réfléchir comment balayer devant notre propre porte.

Le thème de cette conférence va donc bien au-delà de la seule agriculture ; cette dernière n'est pas un sujet technique, c'est politique ! Il est donc bon que la société civile s'en empare.

Si on l'abandonne aux mains des techniciens, on sait d'avance ce qu'il va en sortir...

La négociation sera très difficile pour la France car elle est à la fois à l'origine de cette organisation commune qu'est la PAC et qu'elle en a formidablement profité.

Elle reste au centre des débats, mais elle est soupçonnée de chercher son avantage.

Aidons les négociateurs français à avoir des positions négociables !

Ne demandons pas des choses impossibles !

Sachons que ce débat sera différent des précédents car c'est la première fois que l'on va réformer la PAC en codécision, c'est-à-dire que le Parlement européen aura le même poids dans la décision que le Conseil des Ministres.

Dans ce contexte, je souhaite bien du courage à mes successeurs...



## Comment satisfaire les besoins des sociétés de demain ?

- Modes de consommation alimentaire
- Démographie, pouvoir d'achat, santé, énergie
- Structuration des zones de production
  - Equilibres et échanges mondiaux

**Dominique Wolton**, Sociologue, Directeur de recherche à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS

**Jean-François Gleizes**, Agriculteur, Président de Passion Céréales,

**James Tefft**, économiste, FAO

Grand témoin : **André Comte-Sponville**, Philosophe humaniste et enseignant



**Philippe Escande**, éditorialiste, Les Echos : L'agriculture doit satisfaire beaucoup de besoins qui sont parfois contradictoires : une nourriture abondante, une alimentation saine, des pratiques agricoles non polluantes, une filière économique compétitive, une agriculture gardienne des territoires...

Jean-François Gleizes, vous êtes agriculteur près de Toulouse et de Castelnaudary (dans le Lauragais) et vous cultivez du blé dur sur 160 ha. Vous êtes vice-président délégué de la coopérative locale qui rassemble 15 000 agriculteurs.



**Jean-François Gleizes**, Agriculteur, Président de Passion Céréales :

Cette coopérative représente surtout 1 100 emplois permanents.

Si je le dis c'est parce que l'on oublie un peu trop facilement que l'agriculture est créatrice d'emplois, et c'est très important à rappeler dans le débat actuel.

En écoutant les propos de M. Nallet, je suis ragaillardisé, mais je me dis que, quelque part, on oublie des choses simples comme la traduction de notre valeur ajoutée en emplois locaux.

Notre coopérative réalise un CA de 600 M€ (blé, maïs semence, foie gras, volailles, moutons).

Cette diversité est à l'image de l'agriculture française ; chaque région a ses particularités, mais toutes nos régions forment un ensemble qu'il faut promouvoir.

Notre coopérative est exportatrice vers les pays du pourtour méditerranéen qui sont chroniquement déficitaires en produits alimentaires : Italie, Algérie... A ce sujet, je rappelle que l'exportation agricole en France est un élément capital : nous exportons vers l'Europe et les pays tiers l'équivalent de deux Airbus par mois ! Je signale aussi que nous avons des échanges avec ces pays-là (fertilisants...) et nous serons demain dans des démarches de rapprochement beaucoup plus importantes.

Il faut considérer l'agriculture française comme porteuse d'échanges très forts et de solidarités actives au niveau planétaire !

**Philippe Escande** : Vous assurez aussi la présidence de Passion Céréales qui organise cette conférence. Est-ce un lobby politique de plus ? Pourquoi éprouvez-vous le besoin de monter une telle manifestation ? Vous sentez-vous mal-aimé ?

**Jean-François Gleizes** : Je n'aime pas le mot de lobby car il comporte une connotation de secret...

Et Passion Céréales, c'est tout le contraire !

Notre ambition est simple : faire connaître et expliquer la réalité du monde agricole.

En effet, le monde agricole a énormément évolué pour procurer en France une nourriture d'une extraordinaire sûreté en répondant aux exigences environnementales.

Tout cela est tellement naturel que beaucoup de gens l'oublient. Passion Céréales veut qu'on en parle, qu'on explique cette réalité.

J'ajoute que, pour nous, c'est aussi mettre en face de cette réalité le projet agricole de demain pour répondre aux enjeux sociétaux et mondiaux sur l'alimentation, l'environnement, la gestion des ressources. Nous voulons être totalement ouverts ! On ne peut parler d'agriculture aujourd'hui en restant dans un cercle agricole-agricole. Je pense que les enjeux sociétaux impliquent que l'on ait un dialogue permanent. Quand les agriculteurs sollicitent la confiance, celle-ci ne peut s'établir que s'il y a dialogue.

Trop longtemps, le monde agricole a été le monde du silence ; les grands médias ne viennent pas dans nos champs... Tout ce qui se passe se passe ailleurs, et ce silence doit maintenant parler !

C'est cela Passion Céréales.

**Philippe Escande** : Avez-vous l'impression que, finalement, vous êtes passés d'un statut un peu mythique auprès des Français à un statut de « paria », c'est-à-dire de pollueur ?

**Jean-François Gleizes** : La méconnaissance de nos activités peut provoquer cette impression. Mais il faut savoir que le monde agricole n'a pas attendu le Grenelle de l'environnement pour se préoccuper des problèmes d'environnement.

Ainsi, nous avons diminué en 10 ans notre utilisation de produits phytosanitaires à l'hectare de manière conséquente (plus de 20 %). Pour les engrais et les fertilisants c'est plus de 30 % de baisse.

Nous avons parallèlement travaillé la qualité de nos blés : aujourd'hui, la valeur boulangère des blés tendres est largement supérieure à celle d'avant. Un très gros travail de fond a été réalisé !

C'est vrai qu'il peut y avoir des procès à notre intention. Il faut les entendre, mais il faut aussi raison garder. Le monde agricole est un monde qui se remet en cause tous les matins, comme le paysan dans son exploitation car le temps n'est pas le même d'un jour à l'autre, la terre est trop froide ou trop chaude, etc.

Nous voulons tous préserver ce que nous a donné la nature !

Moi, j'ai une rivière qui traverse mes terres et je la protège ! Ce n'est pas de l'égoïsme ; c'est une attitude responsable et normale de quelqu'un qui est proche de la nature.

**Philippe Escande** : James Tefft va maintenant nous présenter l'étendue des besoins alimentaires à l'échelle planétaire. Est-ce que l'agriculture mondiale satisfait et satisfera ces besoins ? Je crois que vous avez organisé un colloque sur ce sujet...



**James Tefft, économiste, FAO [cf slides intervenants]** : Oui, effectivement, la FAO a organisé un colloque en octobre 2009, sur « Comment nourrir le monde en 2050 ».

La FAO a réalisé un travail analytique liminaire et prospectif sur lequel 300 experts du monde entier ont discuté avec, pour objectif, de chercher un consensus sur leur vision jusqu'à 2050 dont voici les grandes lignes.

Au niveau de la demande alimentaire en 2050, trois grands facteurs vont

jouer :

- la croissance démographique : 9 milliards d'habitants sont attendus en 2050, soit + 34 % par rapport à 2010 ;
- l'urbanisation : c'est une tendance lourde surtout dans les pays en voie de développement (PVD) ; il faut savoir que 70 % des habitants de la planète vivront en ville en 2050 ;
- la situation des revenus : jusqu'en 2050, des taux de croissance de 1,9 % par an sont prévus dans les pays industrialisés contre 5,2 % dans les PVD qui fourniront plus de 50 % de la production mondiale en 2050.

Ces trois facteurs auront une grande influence sur la structure de la demande ; on va notamment assister d'ici à 2050 à une forte augmentation de la consommation totale en kilocalories (+ 20 % environ : de 2600 kc à 3050 kc) et, plus intéressant, à une diversification des régimes alimentaires dans les PVD (plus de viandes, de lait, d'huiles végétales...). Tout cela va impacter le monde agricole, en particulier sur les systèmes de production à mettre en place !

En ce qui concerne les céréales (blé, riz, maïs), certains pays ne seront plus auto-suffisants en 2050 (Afrique, Asie de l'Est et du Sud) ; l'Amérique Latine sera dans une situation pratiquement déficitaire.

Et ce sont surtout les pays industrialisés qui produiront des céréales en excédent.

Parmi les défis à relever jusqu'en 2050, les experts en listent quatre qui sont majeurs, mais qui sont autant d'interrogations :

1. La durabilité de la production : quid du lien entre la production et l'environnement dans un contexte de ressources rares (accès à la terre, à l'eau potable, à l'irrigation...) ?
2. Le changement climatique : on ne sait pas vraiment son impact en 2050 sur le monde agricole
3. Les biocarburants : comment vont-ils évoluer ? Quelle place vont-ils prendre ?
4. L'accès à l'alimentation pour les plus pauvres ?

Enfin, les experts pensent que l'on a la technologie nécessaire pour produire suffisamment de céréales pour satisfaire la demande en 2050, mais leurs projections ne tiennent compte ni des effets du changement climatique, ni de l'évolution des biocarburants.

Ce qui est sûr, c'est que ce sera l'accès à l'alimentation qui sera certainement le plus problématique à l'horizon 2050.

**Philippe Escande** : Redescendons maintenant au niveau du consommateur individuel avec Dominique Wolton. Est-ce que la position des Français vis-à-vis de leur alimentation change beaucoup ?



**Dominique Wolton, Sociologue, Directeur de recherche à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS :** Tout cela relève des rapports entre l'information, la connaissance, la communication et la culture. En 30 ans, dans les pays occidentaux, tous les clignotants sur le monde de l'agriculture et de l'alimentation ont viré du positif au négatif, nonobstant les faits.

Je rappelle d'abord quelques réalités pour montrer les changements du monde agricole : on est passé d'une activité privée de subsistance à une activité mondiale ; l'alimentation au sens large est devenue une industrie ; la conscience des inégalités Nord-Sud est définitive ; le monde de la terre et de l'alimentation est devenu le bouc émissaire de tout ce qui est critiqué dans le modèle industriel.

Nous évoluons dans plusieurs paradoxes à signaler car ils interpellent :

- Le progrès technique, malgré les changements fantastiques qu'il a provoqués, est accusé d'être mauvais pour le monde agricole et l'alimentation (cf. rôle de l'écologie).
- Tout ce qui grand (les exploitations industrielles) est mauvais ; tout ce qui est petit (l'agriculture bio) est bien !
- L'alimentation est désormais commandée par l'obsession du corps, l'entretien de soi-même, alors qu'elle est la condition de la vie.
- L'alimentation est l'un des facteurs les plus négatifs pour les bien nourris (obésité...).
- L'agriculture, autrefois secteur moteur, est aujourd'hui devenu un secteur résiduel dans les esprits : c'est le résultat de principes répandus depuis 50 ans, tels que « on reconnaît la richesse et le niveau d'intelligence d'un pays au faible nombre de ses paysans... ».
- La nature est désormais déifiée et intouchable : le thème du développement durable est passé au second rang, derrière celui de l'écologie.
- L'alimentation, qui a toujours été une conquête, est devenue une banalisation, au pire une menace.

Tous ces basculements sont significatifs. La fin de la classe paysanne a été considérée comme un idéal !

Il n'y a de bon qu'en ville, dit le discours commun ! Mais, en même temps, tous les urbains se précipitent à la campagne en fin de semaine pour retrouver ou inventer leurs racines (au détriment du bilan carbone...). Autrefois couplée à l'idée de progrès, la nature est maintenant soit un obstacle, soit un musée avec les paysans comme gardiens.

Par rapport à tout cela, j'ai quelques idées pour en sortir :

1. La principale, c'est que le monde agricole devrait quitter sa logique défensive pour casser les couples idéologiques, (grands = mauvais ; petits = bons, etc.) que je viens de mentionner.
2. Les agriculteurs doivent expliquer ce qu'ils ont fait et qu'on n'est pas tous obligés de suivre le modèle britannique qui a supprimé le monde paysan ! Au contraire, il faut affirmer haut et fort que l'intérêt de l'Europe est dans un minimum d'équilibre entre les trois univers de l'agriculture, de la production et des services.

3. La crise financière récente a bien prouvé qu'il ne fallait pas suivre le seul modèle industriel...

Le monde agricole doit donc sortir du défensif pour renverser les comportements et pour affirmer qu'il n'y a pas de progrès pour l'homme sans recherche et innovation.

4. Je crois aussi qu'il faut être capable de reconnaître ce qui est juste dans les critiques de l'écologie ; le monde agricole doit quitter la logique du bunker assiégé ! Il faut être capable de distinguer sur trente ans ce qui est sorti comme critiques réelles et faire un bilan des réponses apportées.

Il faut prendre le problème écologique à l'envers, c'est-à-dire positivement, sans que tout soit noir ou blanc...

5. Le monde agricole doit affronter la question de la mondialisation avec les inégalités Nord-Sud.

6. De plus, je crois qu'il faut décontextualiser le monde agricole et de l'alimentation pour penser aux phénomènes urbains, aux cadres de vie, au vieillissement des populations, autrement dit être capable de faire un travail d'anthropologie que le monde agricole est parfaitement capable de réaliser.

Il faut revaloriser les rapports à la nature, car ils vont reprendre une place de plus en plus importante pour les urbains.

7. Concernant l'Europe, il faut être capable d'abandonner la vision technocratique et bureaucratique de la PAC, tout en relevant ses succès dus aux efforts des agriculteurs. Un bilan nuancé est à faire afin de revaloriser la PAC. Pour la renégocier, n'oublions pas que les Français sont arrogants à 20 % et masochistes à 70 % ; comme c'est exactement l'inverse chez les Anglais, cela explique qu'ils sont, en général, meilleurs que nous dans la communication publique et internationale... Cela dit, il ne faut pas avoir peur de rappeler que la France est la première puissance agricole européenne et que nous sommes excellents dans l'industrie agroalimentaire.

Il faut vraiment changer complètement de posture en montrant ce que nous avons été capables de faire en trente ans. Cela amènera à penser que le monde agricole est beaucoup plus capable qu'on ne le croit de relier tradition et modernité.

8. Il faut que les agriculteurs se réapproprient le monde industriel, comme l'a fait l'art contemporain. Le paysage agricole européen est de toute beauté en raison du travail humain et il faut le valoriser maintenant comme un enjeu de civilisation. Si nous ne sommes pas capables de rappeler la beauté et la qualité de notre jardin européen qui est la somme de milliards d'heures de travail, nous ne pourrions pas affronter l'avenir.

9. Enfin, notre société est complètement déséquilibrée sur le plan anthropologique ; on a supprimé la conquête de la matière, de la nature ; nous sommes à 90 % en train de gérer des signes.

Or, anthropologiquement, un être humain ne peut pas passer sa vie, immobile, ouvert sur le monde devant un ordinateur en étant multi-branché ! C'est de la folie ! Par conséquent, il faut de nouvelles mobilités physiques pour freiner les pathologies actuelles qui se développent à toute vitesse...

Et c'est là que le monde premier, le rapport à la nature, le travail de la terre reprennent tout leur sens : il faut le dire et le répéter ! C'est une fonction centrale de l'être humain qui ne peut vivre qu'avec des signes. Cela rendra service à tout le monde et ce n'est pas incompatible avec un dialogue sur le développement durable.

**Jean-François Gleizes :** Je partage totalement ces défis.

Notre agriculture a besoin aujourd'hui de partager l'essentiel des enjeux auxquels elle est confrontée.

Face aux problèmes d'alimentation, il faut d'abord dire que les agriculteurs sont là pour nourrir !

Nous devons sortir des clichés, notamment sur l'irrigation : en fait, nous utilisons seulement 1 % de l'eau de pluie qui tombe.

Je crois que le monde agricole français a aujourd'hui la capacité, dans un pays tempéré comme le nôtre, de relever le défi de l'alimentation.

Nous avons commencé à explorer l'enjeu de la croissance verte dont tout le monde parle ; l'agriculture peut y prétendre en respectant les équilibres.

Vous savez, les agriculteurs sont des gens modestes ; ils sont capables, comme je l'ai fait cette année, de baisser leurs bilans azotés et leurs rendements : au lieu de 50 quintaux, j'en ai produit 25...

Le monde agricole a énormément travaillé pour améliorer ses pratiques ; il l'a fait en silence, ce qui fait que ce n'est pas connu ou mal connu.

Je sens cependant un retour à la fois à l'authenticité du métier agricole (cf. les AMAP) et au socle agroalimentaire qu'il faut maintenir via l'industrialisation et le progrès technique.

A défaut, nous serons pieds et mains liés aux importations, et vous savez ce que cela peut donner : nous n'aurions pas alors rempli nos missions. Les agriculteurs sont là pour nourrir !

Enfin, je crois que la recherche a un travail énorme à faire, autant la recherche fondamentale que la recherche appliquée. La retraduction aux champs des nouvelles méthodes a fait progresser le monde agricole : la sélection des plantes, l'arrivée du GPS... Ce sont des façons d'être dans l'objectif !

Si celui-ci est de travailler mieux en produisant plus, nous devons avoir accès à la modernité.

Il faut donc mettre le paquet sur la recherche afin de répondre aux enjeux de demain.

**Philippe Escande :** Les pratiques sont-elles en train de changer dans l'agriculture européenne ?

**James Tefft :** Oui, et c'est aussi le cas partout dans le monde : il y a une prise de conscience de plus en plus importante des liens entre l'agriculture et l'environnement. Je pense que c'est positif dans l'esprit de satisfaire les demandes en 2050. On doit augmenter la productivité, mais c'est différent selon les modèles de production. D'où le rôle majeur de la recherche et de l'innovation ! Mais cela demande d'investir... Il faut donc mobiliser la volonté politique pour convaincre qu'il faut investir dans l'agriculture, surtout dans un contexte de changement climatique.

De plus, l'environnement va devenir plus fragile. En Afrique, notamment, il y a une relation intime entre l'agriculture et l'environnement. L'enjeu de la recherche est maintenant de fournir les moyens d'augmenter leur productivité en respectant la nature.

**Philippe Escande :** Allons-nous vers deux agricultures, l'une industrielle, l'autre artisanale à but social ?

**Dominique Wolton :** Il y a plusieurs modes culturels qui s'opposent dans le monde agricole comme ailleurs. Mais il ne faut pas aller trop loin dans une dichotomie où les plus gros seraient condamnables et condamnés, et les petits seraient « *small is beautiful* ».

L'écologie peut être un fantastique facteur de restructuration du capitalisme mondial, au-delà des luttes politiques. Du coup, dans cette phase de conflit dans laquelle nous sommes, il faut éviter l'affrontement ! Que l'on ait la nostalgie du temps anciens, c'est bien, mais n'allons pas trop loin en laissant penser que le monde industriel agricole est pervers...

Il y a 30 ans, quand je faisais des recherches sur l'impact de la télévision, on me disait que c'était formidable avant la télévision car on pouvait discuter en famille le soir à la ferme devant le feu de bois. Or, ce qu'a apporté la télévision, c'est une ouverture sur le monde : dans les campagnes, des millions d'hommes et de femmes sont sortis des haines de la ferme d'à côté !

Je n'ai rien contre la nostalgie du monde ancien, mais il ne faut pas aller trop loin ! C'est le cas par exemple aujourd'hui dans l'opposition entre les petits et les gros exploitants... Il faut que cela se féconde mutuellement ! C'est la même contradiction que celle-ci : nous ne voulons pas habiter à la campagne, mais notre seule obsession est d'y retourner pour s'y ressourcer !

Autrement dit, il faut penser le monde agricole différemment ! Et celui-ci a son mot à dire pour faire bouger les représentations et les stéréotypes...



**Philippe Escande** : Sur tous ces sujets, nous allons donner la parole à André Comte-Sponville.

**André Comte-Sponville, Philosophe humaniste et enseignant** :

C'est avec beaucoup d'humilité que je participe à vos travaux pour essayer d'apporter un autre point de vue, évidemment extérieur au monde agricole : ce point de vue sera bien sûr philosophique.

Cicéron disait : « *Vivre d'abord ; philosopher ensuite...* ». Il faut, en effet, être vivant pour pouvoir philosopher, et donc il faut pouvoir manger pour pouvoir philosopher.

Vous me pardonnerez de considérer que la philosophie -et la vie intellectuelle et spirituelle en général- a une valeur plus haute que l'agriculture : primauté de l'esprit !

Mais l'agriculture est évidemment plus importante que la philosophie ou la spiritualité : primat du corps !

Primauté et primat renvoient à deux concepts différents :

- ce que j'entends par primat est ce qui est le plus important objectivement ;
- ce que j'entends par primauté est ce qui a le plus de valeur subjectivement.

Primat du corps, primauté de l'esprit... Selon St Thomas : « *avant de s'occuper de l'âme des gens, il faut s'occuper de nourrir leur corps* ». De ce point de vue, je dirais volontiers : primauté de la culture, mais primat de l'agriculture ! Il faut nourrir les gens pour sauver l'esprit.

En conséquence, nous sommes confrontés au défi alimentaire pour nourrir 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050 (cela a été rappelé plusieurs fois ici). C'est moins pire que ce que l'on craignait lorsque j'étais enfant (on en annonçait 12 milliards), mais cette estimation de 9 milliards reste plutôt dans le bas de la fourchette avec une marge d'erreur équivalente à l'ensemble de la population mondiale au début de la révolution industrielle.

Nous sommes face à un défi majeur qui nous met en vérité dans une situation tragique : elle oppose deux logiques légitimes l'une et l'autre, mais contradictoires, à savoir la logique de l'économie et la logique de l'écologie.

Vous savez que l'économie et l'écologie sont des mots cousins, issus du grec « oïkos » qui signifie la maison. Mais notre maison, aujourd'hui, c'est le monde ! C'est ça que veut dire la mondialisation.

Notre maison, aujourd'hui, c'est le monde et l'économie est sa gestion efficace ; l'écologie est sa gestion durable.

Le problème tragique auquel nous sommes confrontés, c'est que nous sommes en train de comprendre depuis quelques décennies que le développement même de l'efficacité économique met gravement en cause les conditions de sa durabilité écologique.

Au fond, la croissance, dans laquelle l'agriculture joue et a joué un rôle majeur, est un processus économique en lui-même indéfini : on peut toujours, par définition, rajouter de la richesse à de la richesse... D'ailleurs, on le fait depuis 10 000 ans et la révolution néolithique.

Il n'y a pas de raisons pour que cela s'arrête, et surtout pas en économie capitaliste puisque le capitalisme a trouvé le secret pour transformer la richesse en source d'enrichissement ; c'est ce que l'on appelle un capital : de la richesse créatrice de richesse.

Donc, comme il n'y a pas de raisons pour que cela s'arrête, le processus de croissance économique est un processus en lui-même économiquement indéfini. Sauf que nous sommes en train de comprendre que ce processus de croissance est en train de se rapprocher dangereusement des limites strictement définies de l'écologie : les limites de la planète.

Concrètement, cela veut dire que la planète ne « tiendrait » pas 30 ans avec 3 milliards d'êtres humains supplémentaires en 2050 ayant le même niveau de vie que le nôtre, la même consommation d'eau douce,

d'énergies fossiles et de protéines animales... Or, nous n'avons ni titre, ni moyens pour empêcher les Chinois et les Indiens (avec leur actuel taux spectaculaire de croissance) de se rapprocher tendanciellement de notre niveau de vie.

Nous n'allons quand même pas regretter que 3 milliards d'individus soient en train de sortir du sous-développement et de la faim à une vitesse qu'aucun peuple n'avait connu jusqu'ici !

En fait, pour de très bonnes raisons économiques (la croissance) et morales (le développement), nous sommes en train d'aller au-devant d'une catastrophe écologique annoncée.

Cela ne sera pas la fin du monde, car l'humanité, bien sûr, va s'en sortir ; mais il va y avoir des millions de morts, tout le monde le sait en vérité. La grippe espagnole en 1919 a tué 1 % de la population mondiale. Aujourd'hui, 1 % de la population, cela représente 63 millions de morts...

Et c'est plutôt le bas de la fourchette des prévisions des experts. S'il y a du tragique, des morts de faim, il y aura aussi de la violence. Le pire dans cette histoire, c'est que nous sommes punis par où nous n'avons pas pêché...

Parce que la croissance, c'est bien et le développement aussi !

On nous avait dit : « *croissez et multipliez-vous* » ; nous avons crû et nous nous sommes multipliés avec le progrès technique et scientifique vers une société d'abondance dans certains pays. Et nous sommes tout de même punis. Ce n'est pas parce qu'on a mal agi, mais parce qu'on a bien progressé...

Cela veut dire que ce n'est pas la morale qui décide ; c'est le réel, comme toujours !

Face à cette catastrophe écologique annoncée, deux seules solutions sont possibles :

- soit le développement durable,
- soit la décroissance.

D'un point de vue purement écologique, la décroissance serait bien sûr la meilleure des solutions, si ce n'est la seule. Mais elle a un seul défaut : elle est économiquement inenvisageable, socialement délétère, destructrice et ravageuse, politiquement impossible car qui voterait pour celui qui proposerait une baisse du niveau de vie ? Donc, il n'y aura pas de décroissance ; c'est une évidence pour moi.

Il ne reste qu'une solution : le développement durable. Bien sûr, développement durable et décroissance ne sont pas les mêmes choses, ils portent des notions contraires.

Comme le disent les partisans de la décroissance, dans développement durable, il y a développement, donc croissance. Pour cette raison, ils considèrent le développement durable comme un oxymore, voire une contradiction dans les termes puisque, selon eux, le développement ne peut pas être durable.

Dans cette argumentation pour la décroissance, les partisans du développement durable sont considérés comme ceux qui ont pris un train à Lyon pour aller à Marseille et qui, une fois en route, entendent annoncer que le train arrivera à Paris dans 2 heures. Ils demandent alors au contrôleur de faire ralentir le train car ils ne vont pas dans la bonne direction... Voilà, selon les partisans de la décroissance, ce que font les partisans du développement durable ; le fait d'aller moins vite dans la mauvaise direction ne réglant en rien la solution : mieux vaut quitter ce train au premier arrêt !

J'ai une réserve très forte face à cette argumentation : le train dans lequel nous sommes est celui du progrès ; on ne peut pas l'arrêter pour en descendre car il a permis de passer d'un milliard d'humains en 1800 à quelques 6 milliards aujourd'hui, et bientôt 10 milliards. C'est le train des lumières, de la démocratie et des droits de l'homme. Il n'est pas question d'en descendre !

Il ne reste donc que le développement durable, à condition qu'on le rende véritablement durable et soutenable ; cela demande qu'on change en profondeur notre mode de développement.

De ce point de vue, est évidemment majeur le thème d'une croissance verte qui a été évoqué ici.

Quand j'entends les débats autour de l'environnement et de l'écologie, j'ai toujours envie de dire que, d'un point de vue philosophique, la nature n'est pas Dieu. Cette espèce de retour à une forme de panthéisme écolo-bobo-naïf me paraît une régression formidable.

La nature n'est pas Dieu ; la technique n'est pas le Diable. Nous savons tous que ce n'est pas l'agriculture bio qui peut nourrir 10 milliards d'êtres humains en 2050. Cela ne doit pas empêcher les bobos qui le veulent de manger bio, mais ce n'est pas une solution généralisable à l'échelle de la planète !

Nous avons besoin, pour sauver la planète, non pas de moins de science, mais de davantage de science, non pas de moins de technique, mais de davantage de techniques, non pas de moins de progrès mais de davantage de progrès. Dans cet esprit, l'agriculture ne sera jamais trop moderne, trop scientifique, trop technique !

Ceux qui espèrent nourrir la planète avec l'agriculture de l'entre-deux-guerres n'ont bien sûr rien compris ni à l'économie en général, ni à l'agriculture en particulier. Et il faut se méfier comme de la peste d'une forme d'obscurantisme écologique... Car c'est une vraie menace.

Prenons l'exemple des OGM ; quand j'écoute les spécialistes, je comprends bien qu'il y a des avantages possibles à attendre des OGM et des dangers potentiels à redouter. Il est donc urgent de faire des recherches. De ce point de vue, quand certains saccagent les champs expérimentaux, ils font exactement

le contraire de ce qu'il faut faire, non seulement car ils violent l'idéal républicain du respect de la loi, mais encore car, au lieu de favoriser les recherches nécessaires, ils prétendent les empêcher.  
 En fait, au lieu d'ajouter du progrès au progrès, ils laissent entendre que c'était mieux avant...  
 Or, cela fait 10 000 ans que l'on transforme la nature et l'on a bien fait ! Aucun de nos paysages dans nos campagnes n'est « naturel ». Certes, c'est fort préjudiciable à nos arbres, au bocage normand, etc.  
 Je ne le reproche d'ailleurs pas aux agriculteurs car on ne peut pas compter sur leur conscience morale ou sur celle des consommateurs pour affronter le double défi économique et écologique.  
 Une anecdote à ce sujet car M. Sarkozy m'a personnellement humilié trois fois lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur ! Je n'aime ni conduire, ni la vitesse, mais, de temps en temps, je me laissais aller à dépasser exceptionnellement les limitations prescrites, sans tenir compte des sages préceptes des plus grands philosophes du monde et de mes responsabilités de père de trois enfants...  
 Trois petits radars et trois petits points en moins ont été plus efficaces pour me faire lever le pied de l'accélérateur que la lecture des plus grands philosophes et que l'amour que j'ai pour ma famille !  
 Merci M. Sarkozy pour la leçon !  
 Cela pour dire que pour sauver la planète, on ne peut pas compter sur notre conscience morale, ni en tant qu'agriculteur, ni en tant que consommateur.  
 Le paradoxe, c'est que j'ai approuvé les lois qui limitent la vitesse. Autrement dit, en tant que citoyen, je suis pour les limitations de vitesse mais, en tant qu'automobiliste, je ne les respecte pas de temps en temps. Pourquoi ? Parce qu'en tant que citoyen, je vote pour des limitations de vitesse qui concernent les autres qui sont des dangers pour moi.  
 Mais, quand je suis au volant, ma vitesse est un danger pour les autres...  
 Cela signifie que l'égoïsme règne légitimement (il fait partie des droits de l'homme) et que l'on a inventé la politique pour être égoïstes ensemble et intelligemment plutôt que bêtement et les uns contre les autres...  
 Ce n'est pas la générosité qui sauvera la planète, ni même la morale !  
 C'est l'égoïsme intelligent et collectif que l'on appelle la solidarité. Et cela passe par la politique...

## Faut-il réguler les marchés des matières premières ?

- Volatilité des prix agricoles
- Financiarisation et régulation des marchés
- Coûts de production et harmonisation des législations
  - Rôle des taux de changes

**Carmel Cahill**, Conseillère principale, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE

**Jean-Hervé Lorenzi**, Economiste, Président du Cercle des économistes

**Fabien Bova**, Directeur général de FranceAgriMer

**Marc Touati**, journaliste et économiste, Directeur général délégué de Global equities



**Francis Declerck**, Professeur Essec co-titulaire de la Chaire européenne « Filière d'excellence alimentaire »

**Marie-Josée Cougard**, journaliste, **Les Echos** :

L'envolée actuelle des matières premières agricoles est un phénomène exceptionnel dans le vécu des agriculteurs. Faut-il réguler les marchés de matières premières ?

Marc Touati va d'abord planter le décor mondial sur ce sujet.



**Marc Touati**, journaliste et économiste, Directeur général délégué de Global equities [cf slides intervenants] : On peut se demander si les matières premières agricoles ne sont pas devenues une nouvelle terre de spéculation au vu de la volatilité extrême de leurs prix ! Je crois que la récente crise financière

a cassé l'ancienne vision du monde que nous avons. Aujourd'hui, le vrai problème est que nous n'avons plus de vision du monde : nous ne savons plus où nous allons et nous avons perdu tous nos repères. Cela s'est produit deux fois lors des 15 dernières années : en septembre 2001 et après la faillite sauvage de Lehmann Brothers. En fait, du jour au lendemain, tout ce à quoi l'on croit s'effondre et n'existe plus...

Il faut alors ensuite réinventer ce monde, ce qui est fertile pour la spéculation.

Après la faillite de Lehmann Brothers en 2008, l'indice CRB de toutes les matières premières a flambé pour atteindre un sommet historique. Les gens se disaient qu'il ne servait plus à rien d'aller sur les marchés financiers puisqu'il n'y avait plus de visibilité ; il était préférable d'investir dans les matières premières dont on aura toujours besoin au vu des pénuries dans le monde.

D'où la focalisation de centaines de milliards sur les marchés des matières premières !

Mais, comme ces marchés sont relativement étroits, la flambée spéculative a pris encore plus d'ampleur pour s'effondrer ensuite violemment fin 2008 et redémarrer en 2009 de façon plus limitée (on prévoit + 10 % pour le CRB en 2010) grâce au retour de la croissance mondiale.

Les cours du blé ont montré exactement la même évolution spéculative.

A noter que renchérissement des matières premières alimentaires reste limité, sauf pour le sucre en raison de la spéculation et des pénuries à la production.

Je crois qu'il faut en tirer la leçon suivante : au début de toute spéculation, il y a toujours un mobile économique objectif ; ensuite la spéculation fait exploser les cours, ce qui peut être très dangereux faute de transparence des marchés.

Prenons l'exemple du cours du baril de pétrole : il a atteint 150 \$ en 2008, certains estimant qu'il allait encore augmenter jusqu'à 200 ou 300 \$.

Cela n'avait pas de sens car il fallait corréliser cette évolution avec celle de la croissance mondiale. En effet, quand la croissance mondiale baisse, le cours du baril doit baisser. On ne pouvait donc pas penser qu'un cours à 150 \$ était durable pour spéculer à la hausse quand la croissance mondiale était proche de zéro ! D'ailleurs, le cours du baril est retombé à 30 \$ début 2009... Et il n'y a pas de pénurie d'offre de pétrole dans le monde. Il faut donc toujours avoir un certain recul face à ces variations erratiques pour regarder les fondements économiques.

Si, aujourd'hui, le prix du baril augmente, c'est parce que la croissance mondiale redémarre.

Les investisseurs sont revenus maintenant sur les marchés boursiers, abandonnant quelque peu la spéculation sur les marchés de matières premières.

En 2010, je ne crois absolument pas à une décroissance (qui n'a pas de sens économique), mais à une croissance tirée par les progrès techniques : à la révolution des NTIC succède à présent celle des NTE, les Nouvelles Technologies de l'Énergie. Ces NTE vont impacter aussi l'agriculture !

Cette révolution des NTE est en marche : voyez la part du budget de R&D en Chine (c'est la seconde du monde en valeur absolue). Tous ces progrès ne peuvent que limiter les mouvements spéculatifs en restreignant les pénuries de matières premières dès lors qu'une certaine transparence est établie.

Enfin, je signale que les erreurs de politique économique coûtent fort cher à l'Europe (euro trop fort, manque de réactivité, dépenses publiques inefficaces...) dont la croissance est bien moindre que celles des Etats-Unis et des pays émergents qui continuent d'investir.

Pour moi, une des clés de 2010 sur les cours de matières premières sera l'évolution de l'euro par rapport au dollar : l'euro à 1,20 \$ est certainement la bonne parité pour que l'évolution des matières premières soit moins dramatique, avec une croissance maîtrisée, plus de consommation et de bien-être.



### **Jean-Hervé Lorenzi, Economiste, Président du Cercle des économistes :**

Je dois dire que je ne partage en rien les propos de Marc Touati ! Et je ne dis pas pour autant que j'ai raison... Le sujet des matières premières est très complexe ; il faut l'envisager avec plusieurs angles de vue.

1. On doit signaler que les stocks régulateurs ont perdu de leur importance au regard des ordres de grandeur en jeu. Il faudrait constituer des stocks massifs pour espérer réguler les marchés, mais le fait est qu'ils diminuent tendanciellement : pour les produits agricoles, les stocks sont passés en 7 ans de quelques mois à quelques semaines ! Et aucune organisation mondiale n'est capable de régler ce sujet.

2. Concernant l'évolution du prix de pétrole, le rapport remis récemment à Mme Lagarde par J.M. Chevalier montre que si l'offre est supérieure à la demande actuellement, la régulation de ce marché est très difficile en raison des télescopages de mouvements venant de la financiarisation et de la spéculation.

3. Les économistes ont mal anticipé les conséquences de la montée brutale du prix du Brent et des matières premières sur les budgets des ménages lors de la crise de 2008. Cela a représenté + 2 % et on a vu l'arrêt de l'économie mondiale en octobre 2008. La volatilité des matières premières était alors très forte, mais elle n'a pas perduré, tout en restant à nouveau possible maintenant.

4. Je crois qu'il faut mettre en place les conditions d'un équilibre à terme entre la demande et l'offre de produits agro-alimentaires. Les projections de M. Griffon à 2050 mettent en lumière le nombre considérable de paramètres pouvant intervenir, en particulier les estimations concernant :

- la démographie : on peut se tromper d'un milliard d'habitants à l'horizon 2050 ;

- la nature de la demande : elle dépendra du régime alimentaire dominant dans la population mondiale ; s'il ressemble au nôtre, la production agro-alimentaire devra être multipliée par 3 ;
- le progrès technique : va-t-il entraîner une rupture dans la stabilité des prix due à la productivité ?
- les OGM : vont-ils transformer la production ?
- les terres arables : vont-elles se développer à hauteur de la demande ?

En réalité, je crois que notre sujet est bien moins financier que ce que l'on raconte. Il y a au moins 6 ou 7 autres facteurs qui ont entraîné la hausse du prix des matières premières (sécheresse en Australie, etc.). De plus, la prévision à 20 ans est très compliquée à réaliser.

Je plaide pour une action publique mondiale à l'échelle du G 20 afin d'organiser les choses de manière collective et intelligente ! On n'a rien fait de tel depuis 20 ans et nous le payons à présent.

Il faut donc bouger car, hélas, il n'y a actuellement aucune « PAC » mondiale prévue au futur G 20...

Autrement dit, si je n'ai aucune idée de ce qui se passera en 2010, je suis inquiet pour 2020...



**Carmel Cahill, Conseillère principale, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE [cf slides intervenants] :**

Si le pic des cours des matières agricoles en 2008 a été exceptionnel, les prix sont vite retombés ensuite pour repartir à la hausse maintenant.

Dans tous les cas, on voit que les prix agricoles actuels sont bien plus élevés que lors de la décennie précédente.

Pour l'avenir, on ne peut pas faire de prévisions fiables, mais simplement des projections sur la demande, l'offre, la population, toutes choses étant égales par ailleurs.

Je reviens au pic de 2008 : il est explicable en partie par la spéculation, mais son effet est très difficile à mesurer car d'autres facteurs (beaucoup plus puissants et faciles à mesurer) sont intervenus, en particulier des pays émergents :

- les aléas climatiques (sécheresse en Australie),
- les restrictions à l'exportation de pays producteurs (Chine, Russie, Inde...) ; personne n'en a parlé ici jusqu'à présent alors que cela a eu un effet assez dramatique (même s'il a été relativement bref), dans un contexte de demande croissante et d'un changement dans les comportements alimentaires,
- la faiblesse des stocks,
- l'utilisation de céréales pour le biocarburant...

Il faut aussi mentionner d'autres facteurs qui, à terme, peuvent impacter les marchés : la financiarisation (marchés dérivés des produits agricoles) qui peut être très positive au contraire de la spéculation, les effets du changement climatique qui toucheront les pays déjà fragiles en matière de sécurité alimentaire (ces effets ne sont pas connus pour l'instant), les nouvelles technologies et la recherche qui auront des impacts positifs sur la productivité selon les scientifiques...

Plutôt que de répondre à la question très globale « faut-il réguler les marchés » car on n'a pas défini ici ce qu'on entendait exactement par régulation (Fixer les prix et les quantités ? Améliorer les relations contractuelles ?), je préfère proposer d'autres solutions pour éviter une nouvelle crise de 2008 :

- Réponse des agriculteurs : ceux-ci doivent connaître les prix du marché pour s'adapter à la demande selon les pays. Car c'est le prix qui est le meilleur signal au producteur pour qu'il produise plus. Il ne faut donc pas masquer ces prix-là.
- Améliorer les relations entre les agriculteurs et les filières, ainsi que le fonctionnement du système multilatéral (pas de restriction aux exportations), la discipline actuelle au niveau de l'OMC étant très faible.
- Développer l'innovation et la technologie dans toute la chaîne en évitant tout gaspillage (depuis la ferme jusqu'aux produits dans les supermarchés) : c'est certainement le point le plus important de tout ce qui a été mentionné aujourd'hui !
- Comportements des consommateurs à améliorer (obésité, gaspillage).
- Réexaminer les politiques de soutien aux biocarburants. Je n'ai pas besoin d'en dire davantage, car cela a joué au vu de ce qui s'est passé en 2008... Et cela jouera dans l'avenir.

Les solutions pour agir sur les effets :

- Organiser des filets de sécurité, une aide aux pays les plus pauvres avec des interventions ciblées pour les risques non gérables par les agriculteurs.
- Améliorer la gestion des risques : à l'OCDE, nous travaillons beaucoup sur la gestion des risques, notamment pour les identifier et les assumer dans tous les points de la chaîne de valeur, en nous inspirant des politiques existantes. Nous privilégions une approche globale de tous les risques avec leurs corrélations positives ou négatives. Il s'agit de les sérier : les risques

gérables par les agriculteurs, les risques assurables et, enfin, les risques liés aux calamités et aux catastrophes qui sont du ressort des gouvernements.



**Fabien Bova, Directeur général de FranceAgriMer [cf slides intervenants] :**

Je vais essayer de vous expliquer ce qui s'est passé en 2007/2008 dans la filière céréalière française et apporter quelques idées d'amélioration.

Le point culminant de la hausse des prix au printemps 2008 a été provoqué

par :

- le ratio stocks/consommation très bas pour les céréales (moins de 18 %) ;
- le marché mondial des céréales très étroit : 17 % de la production pour le blé, 12 % pour le maïs, 7 % pour le riz ;
- les interférences étatiques (comportement des Argentins, des Ukrainiens, des Chinois, etc.).

S'agissant des causes de la volatilité des prix en Europe, je crois que l'on peut revenir sur les différentes évolutions de la PAC (le prix d'intervention a baissé de 80 % depuis 1992).

Il faut aussi citer les prix européens qui sont désormais en prise directe avec les prix mondiaux et l'osmose entre les marchés de Chicago et du Matif/Euronext.

Cette situation a eu des conséquences sur les comportements des différents acteurs de la filière céréalière. Les agriculteurs ont eu tendance à reprendre la commercialisation à leur compte.

On a vu s'établir de nouvelles relations entre agriculteurs et collecteurs (coopératives) avec des contrats nouveaux et des références au Matif, etc. La contractualisation a été mise à l'épreuve.

Tout cela avec des anticipations quelquefois hasardeuses...

On a également constaté un attrait plus important pour les outils de couverture (marchés à terme).

Au vu de cette situation, plusieurs pistes de réflexion pour le futur sont à examiner.

D'abord, la gestion du risque à court terme doit être améliorée en maîtrisant mieux les outils de couverture et en les transformant un petit peu avec plus de transparence : à Paris, il est impossible de savoir qui détient les positions ouvertes...

On peut aussi s'interroger sur l'opportunité du lien effectif entre les places de Chicago et de Paris.

Ensuite, il faut réfléchir à une possibilité de réponse graduée en fonction du risque encouru :

- Couverture directe ou par l'intermédiaire des coopératives du risque courant de prix par le biais d'instruments financiers.
- Mise en place d'outils pour prévenir les effets sur le revenu (filets de sécurité, assurances, mutualisation...).
- Conservation d'une régulation offre/demande ? Quid de la PAC 2013?

Pour conclure, je n'oublie pas que 800 millions de personnes n'ont pas un accès facile à l'alimentation...



**Francis Declerck, Professeur Essec co-titulaire de la Chaire européenne « Filière d'excellence alimentaire » [cf slides intervenants] :** Faut-il ou pas réguler les marchés de matières premières ? Sachant que la volatilité est partout : le prix du blé a baissé, celui du riz et du sucre monte, le dollar fait du yo-yo...

Trop de risque nuit, mais, pourtant, le risque fait partie du métier, de l'activité... Un agriculteur a des spéculations... Un peu de volatilité fait partie de la vie !

La volatilité naît de l'incertitude pour déterminer quel est le prix fondamental, intrinsèque, afin d'équilibrer l'offre et la demande.

En agro-alimentaire, la demande est assez prévisible en général, mais l'offre est beaucoup plus erratique à cause des aléas climatiques, des risques de changes, etc.

Une régulation est envisageable pour gérer soit les risques du métier pour chercher et former le prix, soit les risques systémiques, soit les risques liés à la spéculation.

Pour gérer les risques du métier, il est possible de les auto-absorber (diversification), de réduire les coûts pour améliorer la compétitivité ou de transférer le risque dans un cadre privé.

Quant aux risques systémiques, ils ne peuvent pas être transférés à un privé, mais aux pouvoirs publics si la volatilité devient trop importante (FAO, FNGCA...)

Enfin, s'agissant des risques liés à la spéculation, il est clair qu'avoir un peu de volatilité n'est pas forcément mauvais pour ajuster le prix à l'offre et à la demande.

Par contre, trop de volatilité nuit à tous les acteurs car le prix sur le marché est déconnecté de la réalité.

Pour limiter la spéculation, on peut avoir recours à des dépôts de garantie, des limites de fluctuation dans la journée avec appels de marge.

Dans tous les cas, l'amélioration de l'information est nécessaire pour réduire l'incertitude sur l'offre et la demande et savoir former le prix... Mais trop de risque nuit à tout le monde !

Il faut aussi innover avec plusieurs leviers d'action et instruments pour réduire la survenance des risques.

On doit trouver de nouvelles prises en charge par les pouvoirs publics : une nouvelle PAC est à construire...

Il y a une chance à saisir pour inventer de nouvelles régulations ciblées et adaptées (exportation, biocarburant...) !

Enfin, l'innovation doit aussi porter sur des partenariats nouveaux à envisager (agriculteurs, assureurs, pouvoirs publics...) pour choisir la gestion adaptée à chaque risque.

Le but étant, in fine, de rendre compatibles économie et écologie pour nourrir notre humanité.

## Quelles ambitions européennes pour quelle gouvernance mondiale ?

- Place du modèle européen dans le contexte mondial
- Objectifs pour ce modèle ; arme alimentaire, sécurité alimentaire, autonomie énergétique, biens publics.
  - Rôle de la recherche européenne
- Enjeux prioritaires de la future Politique Agricole Commune

**Henri de Benoist**, Président de la section des Questions économiques générales et de la conjoncture au Conseil économique, social et environnemental

**Christophe Terrain**, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Maïs,

**Dominique Reynié**, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, Professeur des universités à Sciences Po

**François Rachline**, Directeur de l'Institut Montaigne, Professeur d'économie à Sciences-Po

**Grand témoin : Thierry de Montbrial**, Directeur général de l'IFRI, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques)



**David Barroux**, Rédacteur en chef, **Les Echos** : Il semble qu'il existe dans l'agriculture le paradoxe du « *small is beautiful* »...

Peut-on refuser de voir l'agriculteur comme un entrepreneur ou un industriel ?



**Thierry de Montbrial**, Directeur général de l'IFRI, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques) : Pour moi, l'agriculture est incontestablement une industrie, et même une industrie lourde, capitalistique. Qu'on le veuille ou non, les agriculteurs seront amenés à se comporter de plus

en plus comme des industriels. Cela dit, une régulation est nécessaire dans la mesure où toute industrie est spécifique.

Particulièrement en France, l'agriculture est souvent considérée comme un bien public, c'est-à-dire non privative et non exclusive en raison de sa multifonctionnalité (aliments, paysages) qui bénéficie à toute la collectivité. Cette idée (très française) de voir l'agriculture comme un bien public ne vient pas à l'esprit d'un Américain, pour qui, par exemple, la beauté des paysages n'est pas forcément liée à l'agriculture.

**David Barroux** : André Comte-Sponville a parlé tout à l'heure du principe de précaution à l'égard des OGM... Si l'agriculture est une industrie, que faut-il faire pour favoriser le progrès technique ?

**Thierry de Montbrial** : D'abord, qui dit industrie dit progrès technique ! La révolution verte en Inde en est la parfaite illustration. D'ailleurs, il y a toujours eu du progrès technique dans l'agriculture, ce dont les agriculteurs doivent être fiers.

Ensuite, sur le principe de précaution, je crois qu'il faut distinguer la précaution au sens de prudence (le bon sens) et la précaution au sens de risque encouru par une collectivité.

À ce sujet, l'Europe, la France et les Etats-Unis ont des avis diamétralement opposés.

Pour un Américain, il faut démontrer qu'une innovation est dangereuse avant de l'interdire.

Pour nous, il faut démontrer qu'elle n'est pas dangereuse, ce qui est une tâche impossible... C'est comme la question du pari de Pascal : allez donc démontrer que Dieu n'existe pas ! Si nous continuons à avoir cette approche du principe de précaution en France et en Europe, nous serons battus à tous les coups sur 50 ans. Chacun doit comprendre qu'on ne résiste jamais indéfiniment au progrès technique et au changement. Ne menons donc pas des combats d'arrière-garde, ce qui ne veut pas dire que l'on peut faire n'importe quoi. Il nous faut un peu plus de bons sens... Ma longue fréquentation du monde agricole me fait penser que celui-ci vaut beaucoup plus que l'idée que l'on en a généralement, celle d'un milieu conservateur, assisté... Ce n'est pas mon sentiment et il faut que le monde agricole parvienne à donner beaucoup plus l'image de ce qu'il est réellement : une industrie souvent d'avant-garde ! J'ajoute que le protectionnisme bien compris pour certaines activités peut être justifié ; il ne faut pas avoir une approche générale et uniforme, ce qui est bien compris par le monde agricole dans son ensemble.

**David Barroux** : Concernant la PAC, quel est votre sentiment ?

**Thierry de Montbrial** : Si on supprimait complètement la PAC, une bonne partie de l'agriculture française survivrait, mais on assisterait alors à des concentrations territoriales très fortes. Des pans entiers du paysage agricole disparaîtraient totalement... Personne ne recommande la suppression d'une politique agricole commune ; le problème n'est pas tout ou rien ! C'est celui de quelle PAC à faire ? Il faut aussi revisiter à cette occasion la notion de sécurité alimentaire en l'approchant davantage sous l'angle de la santé, plutôt que sous celui de la quantité. Dans tous les cas, les agriculteurs doivent poursuivre leurs efforts de différenciation, de marketing, de politique de marques. On peut avoir une approche moderne de l'agriculture avec une PAC rénovée, recentrée, qui cessera alors de susciter les critiques acerbes de nos voisins. Pour finir, je dirais qu'il y a certaines contre-vérités qu'il faut arrêter de répéter constamment, en particulier le fait que la PAC serait favorable aux pays du tiers-monde : c'est une contre-vérité absolue et je pense que tenir ce genre de propos discrédite la thèse dans son ensemble. Peut-être aurons-nous l'occasion de revenir sur ce sujet dans une prochaine rencontre ?

**David Barroux** : Donnons maintenant la parole à un agriculteur, M. Terrain, pour connaître son regard sur l'agriculture française.



**Christophe Terrain, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Maïs** : Je produis du maïs dans le Gers, avec, en complément un élevage de porcs et de poules pondeuses plein air.

Les agriculteurs ont connu des baisses significatives de revenus en 2008 et en 2009 (- 38 % et - 51 %) ; certains ont de très grandes inquiétudes sur leur avenir (exploitations déficitaires, pas d'accompagnement...).

Les agriculteurs sont aussi assez pessimistes sur le rôle prochain de l'Europe à leur égard. Que ce soit à l'échelon français ou européen, ce qui est primordial, c'est de redéfinir une stratégie pour l'agriculture.

Quand on est agriculteur, on est tributaire de règles du jeu qui sont définis par d'autres ! Nous passons actuellement plus de temps à mener des combats négatifs devant de nouvelles contraintes qui nous sont imposées qu'à imaginer ce que sera notre avenir. La PAC est en perpétuelle mutation et nous nous adaptons en permanence ; les choses ne sont jamais stabilisées.

Nous voulons participer à l'élaboration des nouveaux enjeux et à la nouvelle PAC. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été assez présents, ce que nous avons exprimé n'a pas été audible ! Cela doit changer maintenant !

Et je suis plutôt optimiste car nos bases de réflexion sont saines et nous avons compris que nous ne pouvions pas jouer tout seul.

Nous avons entendu les messages des consommateurs, des marchés et de la société pour produire plus et mieux. Nous nous y employons depuis plusieurs années.

Nous devons le faire savoir car, pour nous, le rendez-vous environnemental a commencé il y a longtemps et on peut déjà en faire un bilan positif.



**Henri de Benoist**, Président de la section des Questions économiques générales et de la conjoncture au Conseil économique, social et environnemental : J'ai deux remarques à faire sur la sécurité alimentaire.

1. Chacun sait que la production mondiale de blé peut varier de + ou - 10 % en raison de l'aléa climatique « El Nino ».

Cette variation correspond à plus de 50 % des échanges mondiaux de blé ; cela a évidemment une influence sur les prix et il faut donc réguler quelque part pour éviter de mettre en cause la sécurité alimentaire des hommes.

2. Les agriculteurs sont complètement atomisés au niveau de l'offre ; pour influencer les prix de vente, il faut au moins représenter 10 % de l'offre, ce qui est impossible pour un agriculteur isolé.

De plus, chaque agriculteur produit souvent la même chose que son voisin et il est son concurrent.

En conséquence, je pense que l'individualisation des agriculteurs face aux marchés atomisés est une très mauvaise chose pour la sécurité alimentaire. D'ailleurs, qui a profité de la récente hausse des prix agricoles à part quelques spéculateurs ? Là aussi, il faut donc réguler, mettre de côté les années de vaches grasses pour passer ensuite les années de vaches maigres qui surviendront forcément.

S'agissant de la PAC, il ne faut pas oublier tout ce qu'elle a permis de réaliser (auto approvisionnement en céréales de l'Europe au bénéfice des consommateurs).

Dans ce contexte, on peut se demander à quoi sert un Etat. Pour moi, il doit d'abord mettre en place une certaine régulation entre les différents acteurs pour assurer leur sécurité physique et alimentaire.

Ceux qui pensent que l'on peut se nourrir en important tous les produits alimentaires feraient bien de se souvenir de ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale avec les U boats d'Hitler qui ont coulé de nombreux bateaux transportant précisément des produits alimentaires...

Peut-être qu'il n'y aura plus de guerres comme le disent certains, mais ce risque existe objectivement, de même que celui de l'empoisonnement de cargaisons avec des déchets atomiques, etc....

Je crois qu'il faut s'en préoccuper car cela fait partie de la fonction essentielle des Etats.

Ne serait-ce que pour la constitution de stocks de sécurité, l'intervention étatique est indispensable. Cela ne serait pas nécessairement très onéreux par rapport aux dommages collatéraux de la dernière crise ! Et cela procurerait aux agriculteurs une sécurité politique supplémentaire.



**François Rachline**, Directeur de l'Institut Montaigne, Professeur d'économie à Sciences-Po : Ce qui me frappe actuellement, c'est qu'il y a une notion qui est entrée dans tous les esprits : il faut sauver la planète !

On doit à la fois se dire que l'on est sur une planète qui est peut-être mortelle et que l'on ne peut pas raisonner par approximations successives à partir de notre environnement local et immédiat. Nous avons besoin d'une vision plus générale et il faut alors inverser le raisonnement. Dans les principales organisations

internationales (FAO, OMC), chacun défend ses droits nationaux et ses intérêts. Même si c'est basique et utopique, je crois que l'on doit transformer l'idée de terre exactement comme on l'a fait pour l'idée de climat.

Tout le monde dit que le climat est un bien mondial qu'il faut préserver ; on devrait avoir la même démarche vis-à-vis de la terre en disant que c'est un bien universel, non privatisable.

Partant de là, on pourrait énoncer qu'il ne faut pas qu'il existe sur terre des gens sans le minimum d'auto-subsistance. Mais la FAO ne peut pas le dire ! Ce ne peut être qu'un organisme « a-national », comme l'est la BCE où les différentes banques centrales ne défendent pas les intérêts de leurs Etats...

A défaut, on n'arrivera pas à passer à la vitesse supérieure pour régler les problèmes colossaux de malnutrition frappant presque 1 milliard d'êtres humains. Ce « mur de la faim » est au moins autant important que le « mur de la dette »...

Je crois qu'il faut tirer l'enseignement suivant de la crise actuelle : lorsque la finance s'est retrouvée devant un collapsus possible, les Etats se sont portés à son secours car ils n'avaient pas la même finalité. Avec des principes simples (la terre est un bien international comme le climat) et une vision mondiale de la subsistance, on doit pouvoir arriver à s'en sortir.

Pour moi, il y a 3 principes universels :

1. Le droit à l'auto-subsistance pour toutes les populations.
2. La subsidiarité : le local l'emporte sur le global dans les actions.
3. La mise en place d'une banque mondiale de l'agriculture et des marchés régulés.

Tout cela peut paraître complètement fou, mais c'est fort réalisable...

**Dominique Reynié**, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, Professeur des universités à Sciences Po : Je voudrais revenir sur la projection démographique de 9,5 milliards d'êtres humains en 2050. Pour moi, de deux choses l'une : soit cela ne sera pas problématique, soit cela ne

sera pas. En effet, je n'arrive pas imaginer que nous soyons 9,5 milliards sur la Terre si cela pose un problème ; le pari que je fais est que si nous arrivons à être 9,5 milliards, c'est que nous aurons trouvé les solutions pour y parvenir ; si nous ne savons pas nous organiser, nous ne serons pas 9,5 milliards. Donc, en quelque sorte, c'est un faux problème. Ce chiffre de 9,5 milliards, nous effraie, nous aveugle et nous empêche de penser.

Je pourrais très bien vous rappeler qu'on a la même différence de population entre 1950 et 2010, et entre 2010 et 2050... Tentons de sortir de cette vision anxiogène pour aborder les problèmes plus sereinement !

**David Barroux** : Quid alors d'une croissance durable avec la contrainte écologique ?



**Dominique Reynié** : Il est certain que l'auto-régulation aura sa part, mais je crois aussi beaucoup à l'innovation pour apporter des réponses adéquates. Cela suppose d'organiser la recherche scientifique.

Je pense qu'il doit exister un espace entre Monsanto et José Bové ! Sinon, nous sommes perdus...

En France, on avait une tradition prestigieuse en recherche agronomique ; elle s'éteint aujourd'hui progressivement, du fait de notre spécialisation dans les contraintes juridiques que nous opposons à la recherche. Il n'est pas sain, pour moi, que ces questions soient réglées par un pur rapport de force, sans concertation, sans débat, en faisant fi des lois de la République.

Le résultat est que nos chercheurs et nos laboratoires spécialisés ont tendance à quitter le pays pour mener à bien leurs travaux. Nous sommes devenus un pays sans expérimentation OGM !

À défaut d'organiser la recherche, restent comme solution l'économie de production ou la décroissance... Ce ne sont pas des pistes acceptables du point de vue de la faisabilité car ce sont des utopies négatives.

Autrement dit, nous devons développer une recherche de très haut niveau pour que cette production de masse ne détruise pas notre environnement.

En ce qui concerne la régulation, je dirais qu'il n'y a pas de marché sans régulation : le marché est le résultat de la régulation. Et il n'y a pas de marché sans Etats. Il ne faut pas opposer les deux et chercher plutôt où se situe le point d'équilibre.

De toute façon, aucun Etat ne lâchera quoi que ce soit sur la question de l'alimentation ! Simplement parce qu'ils se sont bâtis historiquement autour d'émeutes de la faim...

À côté de la régulation étatique, il faudra une régulation supra étatique ; elle doit être d'abord européenne, car sans PAC ambitieuse et efficace, il n'y pas de puissance publique européenne...

Il faut aussi une organisation planétaire, une assemblée régulatrice articulant les différents niveaux d'interventions, et associant tous les acteurs, la société civile, les associations, les consommateurs, les syndicats concernés et surtout les agriculteurs.

Je crois plus en une « horlogerie planétaire régulatrice » qu'en une puissance administrative mondiale car les problèmes sont très spécifiques : la production agricole, l'accès à l'eau potable, le prix de l'énergie, etc.

Enfin, concernant les ressources budgétaires étatiques pour bâtir tout cela, force est de reconnaître que nous sommes dans une situation compliquée ; nous sommes déjà allés très loin dans la dépense publique ; la dette à rembourser est énorme ; nos marges de manœuvre en sont d'autant plus restreintes pour les 10 à 20 ans à venir.

**François Rachline** : Je partage cette analyse et je veux insister sur la recherche.

Au centre des préoccupations d'un certain nombre de scientifiques français, il y a ce fameux principe de précaution. Celui-ci est inscrit dans la Constitution, mais il a représenté un message symbolique au niveau mondial qui s'est avéré absolument catastrophique. Notre avance en recherche agronomique s'est volatilisée ! Certains Américains m'ont dit qu'ils allaient élever une statue de José Bové aux Etats-Unis pour le remercier de leur avoir laissé le leadership en matière de recherche agronomique...

Cela dit, nous sommes face à une nouvelle échéance qu'il conviendrait de prendre très vite en considération : c'est l'arrivée des nanotechnologies ! Si l'on n'y prend pas garde, il va se passer la même chose qu'avec les OGM. Or l'enjeu est capital. Développons notre recherche !

**Henri de Benoist** : Concernant la contrainte budgétaire, je signale que si l'on avait quelque peu régulé les marchés financiers en amont, cela n'aurait pas coûté 17 000 Md\$ aux Etats.

Il vaut mieux réguler avant qu'après !

D'ailleurs, ici même, au CESE, nous avons beaucoup parlé du marché des matières premières et un rapport de Luc Guyot, actuel président de la FAO, a été présenté et voté par notre Conseil.

**Christophe Terrain** : Dans le cadre d'une agriculture « bien public », il faut ajouter agriculture « outil de paix ». Car les agriculteurs européens ont aussi l'obligation de répondre aux besoins alimentaires notamment des pays du pourtour méditerranéen dont la population est très jeune.

C'est un message d'espoir pour le monde agricole européen qui voit très bien comment va évoluer son continent : on a aujourd'hui 16 % de la population en Europe qui a plus de 65 ans ; les pays asiatiques auront ce même pourcentage en 2050, alors que nous, nous en serons à 27 % de plus de 65 ans.

Dans les pays du pourtour méditerranéen, il y a une population très jeune qui aura des besoins sur lesquels il faudra être très attentif.

Au-delà de ces besoins, nous devons également accompagner le développement de l'agriculture dans les pays où l'agriculture n'a pas démarré ; c'est ce qu'a fait le monde céréalier au travers de FERT qu'a notamment institué Henri de Benoist. Il faut être présent sur ces dossiers-là !

Concernant le développement de la recherche, je suis d'accord avec tout ce qui a été dit ici.

On est dans un continent tempéré et l'eau n'est pas un problème chez nous ; ce n'est donc pas aux Européens de supporter tous les malheurs de ceux qui ont des déficits hydriques, ce qui ne doit pas nous empêcher d'être très présents en matière de recherche. À ce sujet, je dis souvent que le monde agricole devrait s'inspirer de ce qui s'est passé dans le monde médical. Celui-ci n'a pas hésité à récupérer toutes les technologies existantes (y compris les OGM pour l'insuline) et c'est la santé publique qui en a bénéficié. Nous devons nous en inspirer !

**Dominique Reynié** : Je signale aussi le problème de notre eau qui s'acidifie progressivement en France : cela pourra avoir des effets très importants.

**François Rachline** : S'agissant des ressources budgétaires, je ne veux pas être le chantre des déficits, mais je rappelle qu'en 1914, les experts avaient indiqué que la guerre ne pourrait pas durer plus de 15 jours, faute d'argent pour la financer. Vous connaissez la suite...

Je suggère que nous déclarions la guerre à la faim et je suis sûr que l'on trouvera l'argent nécessaire !

---

## Conclusion

---

**Philippe Pinta, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Blé,**



**David Barroux, Rédacteur en chef, Les Echos** : Il nous a semblé intéressant de clore nos débats avec le témoignage d'un acteur du monde agricole. Philippe Pinta va nous confier ses sentiments sur l'évolution et l'avenir de la culture céréalière française.

**Philippe Pinta, Agriculteur, Président de l'Association Générale des Producteurs de Blé:**

Les deux phénomènes majeurs de ces dernières années ont été la hausse de la productivité de nos exploitations et la prise en compte de la dimension environnementale.

Concernant la hausse de notre productivité, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'exemples analogues dans d'autres activités. Cette hausse a été le résultat d'efforts considérables de notre profession qui en a profité au premier chef puisque la mécanisation a réduit la pénibilité du travail.

La prise en compte de l'environnement a été aussi un fait marquant. Les progrès de la recherche, de la chimie ont été largement mis à contribution pour développer la productivité. À tel point que mon père, il y a 15 ans, m'avait dit : « *le problème de l'agriculture de demain, ce sera l'environnement...* ».

Aujourd'hui, je crois sincèrement que ce n'est plus un problème.

Pourquoi ? Parce que l'agriculture est une des solutions de l'environnement !

Certes, le monde agricole a mal communiqué à ce sujet. Les gens ont pensé que nous n'avions rien fait alors que nous avons réalisé des efforts substantiels : la consommation d'engrais et de produits phytosanitaires a sensiblement diminué avec l'aide de la science et des technologies. Et cela n'est pas fini !

**David Barroux :** Que pensez-vous de l'image du monde agricole en France ?

**Philippe Pinta :** Le monde agricole vit très mal les attaques qu'il subit depuis plusieurs années. Nous désirons nous ouvrir plus largement à la société, ainsi qu'en témoigne cette rencontre d'aujourd'hui. Nous avons besoin d'écouter et d'être écoutés car l'agriculture n'avancera pas sans la société !

**David Barroux :** La régulation est-elle incontournable dans vos activités ? Est-ce une contrainte ?

**Philippe Pinta :** Pour moi, la régulation relève du domaine de l'Etat. Je ne crois hélas pas à une régulation mondiale. J'ai du mal à imaginer que l'on puisse dire aux Américains ou aux Brésiliens qu'un régulateur mondial va intervenir dans leurs exploitations. Ce n'est pas leur intérêt...

La régulation doit d'abord aider ceux qui en ont le plus besoin (les paysans les plus pauvres) à produire davantage. Notre organisation céréalière a mis en place une ONG pour former les paysans des pays en voie de développement : c'est une première régulation sur le terrain.

Tout le reste est du rôle des Etats, car cela fait partie de la sécurité des pays. A part, peut-être, pour constituer des stocks de sécurité dans les pays les plus pauvres.

Pour éradiquer la faim dans le monde, la FAO a indiqué qu'il fallait 1 % de ce qui avait été mobilisé pour sauver les banques en 2008...

Avec le recul, le modèle européen de régulation a été très positif. Il peut être transposable dans certains groupes d'Etats et on doit absolument l'utiliser pour aider leurs paysans à s'enrichir.

Car la malnutrition reste toujours un problème de pouvoir d'achat...

Je relève à ce propos que le nombre des gens mal nourris dans le monde est resté constant depuis 1970 (800 millions environ) alors que la population mondiale a doublé : cela montre que l'on s'enrichit progressivement, même s'il reste beaucoup d'efforts à faire. Et je suis très optimiste pour 2050 !

**David Barroux :** Quel est votre avis sur le paradoxe apparent suivant : on arrive, aujourd'hui, à produire pratiquement suffisamment, mais on doit produire plus, via notamment les OGM ?

**Philippe Pinta :** La réponse est simple : la population va augmenter de 50 % et les besoins alimentaires de 70 à 100 % ! Donc, il va falloir produire plus.

Autour de nous (dans le bassin méditerranéen) des populations ne pourront jamais s'autosatisfaire car leurs terres ne le permettent pas.

Il y a certes des terres nouvelles à défricher, mais il faut surtout encore augmenter les rendements des exploitations existantes.

Ces derniers ont été déjà multipliés par trois quand la population doublait...

Je crois qu'il est de notre devoir humain de participer aux besoins alimentaires de la planète de demain.

Pour y parvenir, il y a bien sûr les OGM, mais ils n'apporteront qu'une partie des réponses.

Toutes les autres solutions viendront de la science, de la recherche et de l'innovation.

Quand on parle de 2050 en 2010, c'est comme si on parlait de 2010 en 1970...

Et, entre 1970 et 2010, il s'en est passé des progrès ! Ce sera certainement pareil entre 2010 et 2050 ! Sauf à se scléroser en appliquant à tort et à travers le principe de précaution...

À ce sujet, je signale que notre rendement en maïs d'il y a 10 ans était supérieur d'une tonne à celui des Américains. Aujourd'hui, les Américains font une tonne de plus que nous...

Je crois que la solution viendra des hommes ; en passant de 6 à 9 milliards, nous serons 3 milliards de plus et donc nous aurons 50 % d'intelligence en plus pour trouver les solutions.

**David Barroux :** Vu de l'extérieur, le monde agricole semble très divisé : entre les grands et les petits, entre les filières, entre les pays... Comment vivez-vous cette contradiction ?

**Philippe Pinta :** Les agriculteurs sont devenus plus concurrents entre eux qu'avant.

C'est le résultat de la logique de marché.

Pour autant, même si le monde agricole était certainement plus solidaire auparavant, pourquoi nous investissons-nous dans les pays du tiers-monde ?

Pourquoi, dès qu'un voisin à des difficultés, chacun essaie de l'aider du mieux possible ?  
Ne vous méprenez pas : la solidarité entre paysans existe et existera toujours !

**David Barroux** : Nous avons commencé nos débats en disant que l'agriculture était devenue une industrie. Espérons qu'elle arrivera à trouver des réponses à la fois en son sein et dans le cadre d'une régulation mondiale.

Merci à toutes et à tous pour votre attention !